

# Créer des emplois et lutter contre le réchauffement climatique

**Les gouvernements à venir devront trouver des pistes pour répondre à deux défis majeurs: la lutte contre le réchauffement climatique et la création d'emploi. La Coalition climat veut démontrer qu'en se préoccupant du climat, on peut créer de l'emploi. La solution: choisir la voie de l'investissement. Une question de volonté politique.**

La Belgique s'est engagée à l'horizon 2050 à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 80 à 95% par rapport à l'année 1990. Pour y parvenir concrètement, elle doit réduire son taux d'émission de 5% par an. Mais que fait-elle pour y parvenir? Les enjeux climatiques et l'environnement ont été absents des débats de campagne électorale. Or, ce sont des défis majeurs qui peuvent être utilisés comme important leviers de créations d'emplois dans différents secteurs.

## Au boulot!

Deux semaines après les élections, le 7 juin, les organisations de la Coalition climat, dont la CSC est membre, se sont réunies au Botanique à Bruxelles pour appeler les futurs gouvernements à s'atteler à la tâche dès qu'ils seront constitués.

Vincent van Steenberghe est expert politique climatique au service fédéral Climat du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement. Il a joué un rôle de premier plan dans la réalisation de l'étude fédérale «Scénarios pour une Belgique bas carbone à l'horizon 2050» (1). Cette étude présente différents scénarios de «décarbonisation» qui permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre avec des niveaux d'ambition différents. Trois d'entre eux conduisent à des réductions de 80% des GES d'ici 2050. L'un est axé sur les changements comportementaux, l'autre sur les évolutions technologique, le troisième étant un mixte des deux autres. Un quatrième scénario appelé « Réduction 95% GES» présente le niveau d'ambition le plus élevé. Il implique des efforts importants de la part de tous les acteurs de la société, combinant changements de mode de vie en profondeur avec des solutions technologiques de grande ampleur. Un cinquième scénario, celui de «l'intégration UE», vise 87% de réduction des GES et prévoit un système énergétique basé essentiellement sur des sources d'énergie renouvelables.

Dans cette étude, les émissions de GES sont réparties en cinq secteurs: le transport, les bâtiments, l'industrie, l'agriculture et la production d'énergie. Chacun d'entre eux est analysé en fonction des différents scénarios et degrés d'ambition. Ce sont des pistes d'action. «La Belgique doit à présent mettre très rapidement en place une stratégie et fixer des échéances à tenir. Certains pays autour de nous ont mis en place des stratégies et un cadre légal tel

que le Royaume Uni ou la Suède qui s'est fixé un objectif d'émission de GES de niveau zéro en 2050, explique Vincent van Steenberghe. Les communes, les provinces, les régions, le fédéral..., tous les niveaux d'action doivent être impliqués. La gouvernance de long terme est essentielle dans la réalisation d'une véritable politique bas carbone qui doit être indépendante des pouvoirs en place. Il faut une vision politique commune.

Au niveau de l'emploi et de la formation, nous avons bien reçu le message de la Coalition climat comme étant des éléments essentiels. Une étude d'Hiva montre que les acteurs de la formation et de l'emploi sont peu au courant de la transition bas carbone. Les besoins ne sont pas toujours bien identifiés. Mais avant toute chose, il est nécessaire d'avancer en termes de stratégie.»

## Créer des emplois

La transition énergétique peut créer 60.000 emplois. C'est ce que montre une étude réalisée par la Coalition climat. «Certains voient encore le climat et la création d'emplois de manière binaire, l'un contre l'autre, explique Mathias Bienstman, président de la Coalition climat. Et pourtant, la politique climatique est une bonne chose pour l'économie. La Belgique achète du pétrole et du charbon à l'étranger pour 20 milliards d'euros par an. On peut diviser par deux la facture énergétique payée à l'étranger et créer 60.000 emplois dans les secteurs des transports en commun, de l'industrie et du bâtiment dont 40.000 emplois directs et indirects à l'horizon 2030 dans le secteur du bâtiment. Pour y parvenir, il faut une politique d'investissement dans ces trois secteurs. Il faut que ces investissements se fassent dans les 10-15 ans, sinon, ce sera trop tard, avertit Mathias. Pour le moment, il n'y en a pas.»



EDOUARD BOSMANS  
N'Y ARRIVERA PAS TOUT SEUL.

INVESTISSEMENTS DURABLES = CRÉATION D'EMPLOIS

Les logements, les transports publics, le réseau électrique et la production d'énergie nécessitent des adaptations considérables. Faire d'investir maintenant, nous éviterons comme des boulets nos factures d'énergie impayables et une pollution irréversible. Et nous raterons l'occasion de créer 60.000 emplois.

Tous les détails sur [www.jobs4climate.be](http://www.jobs4climate.be)

Deux témoins syndicaux, Chris Van Mol, secrétaire national du secteur de l'Énergie à la CSC-BIE et Robert Vertheuil, secrétaire fédéral de la centrale générale de la FGTB, ont expliqué les enjeux concrets de ces investissements pour les secteurs de l'énergie et de la construction. Tant la construction d'un réseau électrique interconnecté, que l'isolation des logements à grande échelle pourraient par exemple être vecteurs d'emplois. Mais ces investissements doivent nécessairement être réfléchis sous l'angle social, avec des formations appropriées et une revalorisation des métiers.

Pour mettre la pression sur les nouveaux gouvernements et rappeler ces priorités, la Coalition climat adressera une lettre aux présidents des partis qui les constitueront.

| Donatienne Coppieters |

### *La Coalition climat mène la campagne «Jobs4climate»*

La Coalition climat est une plateforme nationale qui regroupe environ 70 organisations environnementales, des mouvements Nord-Sud, des syndicats et des jeunes. Ce large réseau veut convaincre les décideurs politiques de prendre des mesures fermes pour empêcher la catastrophe climatique qui menace non seulement l'environnement, mais aussi la cohésion sociale et les personnes les plus vulnérables au Sud comme au Nord. La Coalition climat existe depuis 2008 et s'est fait entendre par des campagnes comme «Sing for the climate» et «Dance for the climate». «Jobs4climate», la campagne en cours lancée le 27 mars 2014, pointe les avantages socio-économiques d'une politique climatique responsable et le nombre d'emplois qui seraient créés.

**Info:** [www.coalitionclimat.be](http://www.coalitionclimat.be)